

**« Des origines de l'oppression
à la République des soviets »**

*ou l'analyse
qu'en faisait Kollontai en 1921*

D'avril à juin 1921, à la veille du III^e Congrès de l'Internationale communiste, Alexandra Kollontai donnait, à l'université Sverdlov, à l'intention des femmes travailleuses et paysannes, membres ou proches sympathisantes du Parti bolchevik, quatorze leçons sur *la Situation de la femme dans la formation sociale*, dont le texte est paru récemment en allemand (1).

Le contenu de ces cours nous apparaît comme d'une très grande importance face à la plupart des textes de l'époque sur la question de la libération des femmes. En effet, il aborde de manière systématique tous les problèmes relatifs à l'oppression et à l'exploitation spécifiques des femmes tels qu'ils étaient débattus par les révolutionnaires, et il rend compte

(1) *Die Situation der Frau in der gesellschaftlichen Entwicklung, vierzehn Vorlesungen vor Arbeiterinnen und Bäuerinnen*, 1921, Verlag Neue Kritik. Le texte, paru en suédois en 1971, fut repris d'une édition suédoise de 1926 (il ne semble pas exister d'édition russe) basée sur les notes de Kollontai et d'un manuscrit sténographique.

de la richesse de la pensée de Kollontai à ce propos, de ses connaissances historiques et anthropologiques sans égales à cette période. Mais son intérêt, c'est aussi de montrer clairement quelles étaient les limites des propos tenus par l'une de celles qui, parmi les dirigeants bolcheviks, avait pourtant été le plus loin dans son étude des origines de l'oppression de la femme ainsi que dans sa remise en cause de la famille et de la sexualité traditionnelle. Plus peut-être que la lecture conjointe de ses divers ouvrages politiques, de ses romans ou de son autobiographie, ce texte nous révèle les contradictions dans lesquelles elle se débat. Contradictions incompréhensibles si on ne les replace pas dans leur contexte : celui d'un bouleversement politique et social, d'un ébranlement de toutes les valeurs bourgeoises au lendemain de la révolution, mais celui aussi des difficultés économiques immenses rencontrées dans ce pays arriéré qu'était la Russie, particulièrement après la guerre civile. Celles-ci imposèrent le recours à la NEP (nouvelle politique économique) et un retour en arrière évident dans les mesures de collectivisation et de socialisation.

Comment se situait, face à cela, cette dirigeante de l'Opposition ouvrière qu'était Kollontai en 1921, à un moment où elle avait déjà été écartée de la direction bolchévique après avoir occupé peu de temps le poste de ministre de la Santé publique ? Dans la façon dont elle aborde la question des mesures prises par le jeune Etat ouvrier pour accélérer l'émancipation des femmes, elle insiste avant tout sur les mesures économiques, seules à même de jeter les bases d'une réelle libération. Rien que de très orthodoxe dans la priorité qu'elle accorde à la socialisation des tâches domestiques et aux diverses réformes indispensables pour assurer un début d'autonomie réelle aux femmes sur le plan économique et politique. De la bataille à mener contre la morale traditionnelle, il est relativement peu question dans ces pages. De ce point de vue, c'est un discours réducteur par rapport à celui qu'on pouvait attendre de la militante féministe qui avait mis en question, sur le plan théorique comme dans sa vie privée, un certain nombre d'affirmations de Marx ou d'Engels sur le mariage ou la sexualité. A la conviction de ce dernier que la monogamie après la révolution socialiste « *au lieu de péricliter, deviendrait enfin une réalité, même pour les hommes (2)* », elle avait opposé la théorie de l'amour libre et de différents types de relations amoureuses possibles, s'appuyant en cela sur son expérience propre de femme à la recherche de sa liberté. Aux assertions d'Engels convaincu que le régime communiste « *transformera les rapports entre les sexes en rapports purement privés, ne concernant que les personnes qui y participent, et où la*

(2) F. Engels, *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions sociales, 1971, p. 73.

société n'a pas à intervenir (3) », elle avait rétorqué dans *la Nouvelle Morale et la Classe ouvrière*, rédigé en 1918 :

« Mais d'où vient donc notre impardonnable indifférence envers l'une des tâches essentielles de la classe ouvrière ? Comment s'expliquer la relégation hypocrite du problème sexuel dans le casier des « affaires de famille », ne nécessitant pas un effort collectif ? Comme si les rapports entre les sexes et l'élaboration d'un code moral réglant ces rapports n'apparaissaient pas dans tout le cours de l'histoire comme l'un des facteurs invariables de la lutte sociale ; comme si les rapports entre les sexes, dans les limites d'un groupe social déterminé, n'influaient pas fondamentalement sur l'issue de la lutte entre les classes sociales adverses (4) ? »

On était donc en droit d'attendre que, dans un cours effectué devant des militantes du parti, elle ouvre le débat sur ces questions, qu'elle fasse état de ses positions, de ses désaccords avec un dirigeant comme Riazanov lorsqu'il affirme que « toute polygamie démontre le degré culturel inférieur de ses « sujets » et de ses « objets » (5) ; d'autant qu'il défend aussi la perdurance du mariage enregistré dans la société future sous prétexte que « cet enregistrement deviendra un devoir aussi naturel à l'égard de la société que le sera le travail. Le communisme est inconcevable sans l'enregistrement de toutes les forces productrices et de tous les besoins de la société ; c'est l'homme qui est la force productrice la plus précieuse dans la société communiste aussi (6). »

On pouvait espérer qu'elle engagerait la polémique face aux positions développées par Lénine sur le thème de la sexualité. Elle avait certainement connaissance des propos qu'il avait tenus à Zetkin peu auparavant lorsqu'il s'inquiétait des réunions organisées par le Parti communiste allemand où des militantes ouvrières se réunissaient pour parler des problèmes du mariage et de la sexualité, sur les dangers que de telles discussions supposaient pour les cercles de jeunesse aussi. Lénine insistait sur la perte d'énergie que cela représentait face aux tâches politiques de l'heure (7). De tout cela elle ne souffle mot, mettant au contraire l'accent

(3) F. Engels, cf. réponse à la 21^e question de sa brochure. « Les principes du communisme » dans *les Communistes et la Condition de la femme*, Editions sociales, 1970, p. 91-92.

(4) A. Kollontaï, *Marxisme et Révolution sexuelle*, éd. Maspero, 1973, p. 171.

(5) et (6) David Riazanov, « Communisme et Mariage », reproduit dans *Partisans* n°32-33, 1966, p. 80, 81 et 88.

(7) Même s'il faut être circonspect sur la formulation précise des propos de

sur la nécessité pour l'ensemble du prolétariat russe, et pour les femmes en particulier, de consacrer toutes leurs forces à l'augmentation de la productivité. Son silence ne devrait cependant pas nous étonner outre mesure si l'on songe qu'en cette période de pénurie et face au déclin catastrophique des forces productives en Russie après la Première Guerre mondiale, l'attention de tous était portée prioritairement sur les mesures qui permettraient de sauver la vie du premier Etat ouvrier. L'accord là-dessus était unanime y compris de la part des tendances oppositionnelles, ce qui poussait à reléguer au second plan les débats « idéologiques ». Que les textes de l'Opposition ouvrière, à la tête de laquelle se trouvait notamment Kollontaï, aient aussi peu abordé la question de l'oppression des femmes et de l'orientation politique à avancer pour s'attaquer à ce problème, c'en est un signe évident. De plus, il faut rappeler que, dans les positions qu'elle avait adoptées sur la question de la libération sexuelle, Kollontaï s'était trouvée presque totalement isolée jusque là. Les articles qu'elle avait publiés dans *la Pravda* avaient été attaqués violemment à plusieurs reprises, en particulier par des membres de la direction bolchevique. Cela commandait une certaine prudence de sa part dans un travail de propagande et d'éducation effectué au nom du Parti. Surtout si l'on songe que ces conférences à l'université Sverdlov ont lieu très exactement au lendemain du X^e Congrès du Parti bolchevik, lequel avait voté entre autres une résolution ordonnant « *la dissolution immédiate de tous les groupes sans exception qui se sont formés sur telle ou telle plate-forme* » et insistant « *sur le caractère inadmissible de toute espèce d'activité fractionnelle* ». Cette résolution visait en particulier l'Opposition ouvrière. En cette période marquée par la première insurrection politique — le congrès eut lieu quelques jours après Cronstadt — les dirigeants bolcheviks craignaient en effet que le groupe auquel appartenait Kollontaï ne mette en question la discipline interne et n'affaiblisse en conséquence la capacité de lutte du PC(b) face aux dangers de la crise économique. Et quand bien même ses idées sur la libération de la femme n'avaient pas grand-chose à voir (on peut le regretter...) avec la plate-forme incriminée de l'Opposition ouvrière, Kollontaï s'est certainement sentie tenue de rester au plus près des positions officielles dans ses exposés sur la question.

On a d'ailleurs d'autres exemples de la discipline qu'elle pensait devoir respecter vis-à-vis de la direction de son parti même quand elle était en désaccord. Que ce soit son acceptation de ne pas publier certaines critiques à l'égard de la direction du Parti social-démocrate allemand avant 1914,

Lénine — rapportés par Zetkin dans ses *Mémoires à propos de Lénine* rédigés en 1924 alors qu'elle avait près de 70 ans —, il ne fait aucun doute que cela traduit néanmoins le fond de sa pensée si on compare ces affirmations avec d'autres contenues dans les lettres adressées à Inessa Armand sur le même thème.

ou de supprimer d'importants passages de l'autobiographie qu'elle rédigea en 1926. Tous avaient trait à des remarques critiques sur la passivité du parti à propos de la question de l'oppression des femmes ou à ses positions personnelles sur le problème de la sexualité. Ce qui ne l'empêcha pas, par ailleurs, de mener jusqu'à cette période une bataille systématique au sein du Parti social-démocrate, puis du Parti bolchevik pour tenter d'imposer un changement radical dans la pratique et dans les mentalités. Cependant si l'autocensure peut être une explication du peu d'importance qu'elle accorde, dans ses cours aux ouvrières et aux paysannes de l'université Sverdlov, à la question des rapports sexuels, elle ne saurait expliquer l'absence de remise en cause de la division des tâches au sein de la famille et de la société dans ces exposés. Car, en de nombreux passages, Kollontai donne en positif une définition du rôle sacré de la maternité, du rôle social prioritaire des femmes en tant que mères et éducatrices qui nous paraît plus qu'ambiguë. De même, son approche hyper-productiviste du problème de l'avortement, de la vie en communauté ou de l'éducation des enfants (voir plus loin) exprime une vision de la division sociale du travail en période de transition à laquelle nous ne pouvons adhérer, cela semble pourtant bien être sa conception de la question à ce moment-là. Cela peut surprendre en comparaison de l'attention avec laquelle elle étudie l'apparition de la division sociale du travail et de la division des tâches entre hommes et femmes (les premières leçons portant sur les origines de l'oppression). Cela peut surprendre aussi quand on songe à l'importance qu'elle accordait, dans ses écrits antérieurs, à la transformation des rapports personnels dans la vie quotidienne. A la façon dont elle abordait, en 1913, dans *Société et Maternité* la question de la contraception dans une société future, se demandant comment on arriverait à combiner la maternité et une égalité réelle dans les rôles sociaux, même sous le socialisme. Mais encore une fois, la gravité des difficultés économiques évoquées plus haut et le constat que la liberté des relations sexuelles était une chose très relative dans une société où la quasi-totalité des femmes n'avaient aucun moyen de contrôler leur corps nous semblent des raisons suffisantes pour expliquer l'axe dominant de ses exposés et ses conclusions quant aux tâches immédiates incombant au parti. Ce qui est plus surprenant, en revanche, c'est que Kollontai ne donne aucune perspective à ces militantes, dans l'hypothèse d'un dépassement de la crise économique. Comment le comprendre ?

Aux origines

« Avec ces exposés, je voulais donner aux étudiantes un aperçu général de la position marxiste sur la question des femmes, et ceci d'une manière

accessible, en même temps que je voulais montrer, dans les quatre derniers chapitres, la révolution actuelle dans les conditions de vie et la place nouvelle de la femme dans l'Etat ouvrier ce qui implique pour moi sa reconnaissance comme membre à part entière de la société », dit Kollontai dans une introduction à l'édition de ses cours à l'université Sverdlov, rédigée en 1925.

Il vaut la peine de rendre compte ici des éléments essentiels qu'elle aborde au cours de ces quatorze leçons à des ouvrières et à des paysannes qui n'avaient souvent qu'une idée assez vague des théories marxistes, car cela témoigne du niveau élevé des débats qui pouvaient se dérouler dans la période succédant à la prise du pouvoir.

Dès la première leçon, à propos des sociétés primitives, Kollontai expose sa thèse fondamentale, celle qui marque tout le cours de sa démonstration, à savoir que la place des femmes dans la société, leur statut social, sont avant tout déterminés par leur rôle dans le processus de production. Reprenant ce qui a été maintes fois écrit sur le rôle déterminant qu'ont joué les femmes dans la découverte des techniques agricoles, elle montre ainsi combien, à une même époque et dans des régions relativement proches l'une de l'autre, dans des sociétés primitives où n'existait pas de propriété privée, le statut des femmes était différent selon qu'elles vivaient dans une tribu agricole ou dans une tribu nomade. « *Il est prouvé, dit-elle, que les femmes des peuplades agricoles bénéficiaient d'une plus grande égalité. Dans certaines tribus existait même un système de matriarcat* (8). » La raison en est évidente puisque, dans ce cas, elles avaient apporté une contribution décisive au développement économique de la société, le système matriarcal étant fondé sur le rôle de mère, source de vie inexplicable et inexplicquée, dont on vénérât le pouvoir. Evoquant les théories de Bachofen à ce propos, Kollontai précise néanmoins :

« Ce n'était pourtant pas le fait qu'elles étaient mères qui impliquait la place dominante qu'elles occupaient dans certaines tribus agricoles, mais leur rôle en tant que principal producteur (9). »

Sans quoi, comment expliquer la situation d'infériorité dans laquelle se trouvaient les femmes de la plupart des tribus nomades ? Celles-ci jouaient un rôle secondaire parce que, gardant le bétail, elles n'avaient pas l'occasion de développer leurs facultés intellectuelles ni corporelles, ayant toujours la possibilité d'abattre une bête pour se nourrir. Non seulement cela renforçait la vision de la femme comme être inférieur, dépendant de

(8) A. Kollontai, *Die Situation der Frau...*, *op. cit.*, p. 17.

(9) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 23.

l'homme et de sa force physique, mais, « *plus le troupeau d'une tribu était important, plus la femme était considérée comme une servante, ayant encore moins de valeur que le bétail, et plus se creusait le fossé entre les sexes* ». Kollontai poursuit en affirmant que dans ces tribus-là, à la fois nomades et guerrières, le viol était pratique courante.

« *Le mariage forcé a marqué de son empreinte toute une époque de l'histoire de l'humanité. Il a sans doute contribué à renforcer la situation inférieure de la femme. (...) La capture de la femme par une tribu étrangère signifiait bien évidemment une perte de ses droits égalitaires* (10). »

Ce qui est particulièrement intéressant ici, c'est que Kollontai met non seulement en question la théorie unilatérale du matriarcat telle qu'elle apparaît chez Engels mais qu'elle montre en quoi l'oppression spécifique des femmes prend ses racines dans les sociétés primitives. Elle se refuse notamment à employer les formules traditionnelles sur « *l'origine de l'oppression liée à l'apparition de la famille et de la propriété privée* ». *Certains chercheurs se trompent*, dit-elle, « *lorsqu'ils voient l'origine de la perte définitive des droits de la femme dans les formes du mariage : ce n'est pas la forme du mariage, mais avant tout le rôle économique des femmes qui les a amenées à leur situation de dépendance dans les tribus nomades de bergers* (11) ». La preuve, selon elle, c'est que la pratique du rapt dans certaines peuplades d'agriculteurs n'avait pas les mêmes conséquences pour les femmes de ces tribus. (Elle pense notamment à l'ancienne Rome où les femmes furent respectées aussi longtemps que la société agricole d'autosubsistance resta le système dominant.)

Dans sa deuxième leçon, elle insiste d'abord sur l'étendue de la période marquée par le communisme primitif et sur la longue transition précédant l'apparition d'un système économique basé sur la propriété privée, l'échange et le commerce et débouchant sur la division de la société en classes.

« *Quelles ont été les conséquences de l'apparition de la propriété privée pour la situation de la femme ? Beaucoup sont d'avis que l'état de servitude et d'infériorité de la femme est parallèle à l'introduction de la propriété privée. C'est faux. Il est vrai que la propriété privée a impliqué la mise en tutelle de la femme, mais uniquement là où, du fait de la division du travail, elle avait perdu son rôle dans la produc-*

(10) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 26.

(11) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 26.



N.K. Krupskaya au milieu d'étudiants. DR

tion. (...) *Formellement, cela a représenté un tournant dans un processus au cours duquel la femme a été peu à peu coupée du travail productif. Mais cette évolution avait commencé dans le communisme primitif* (12). »

Elle donne l'exemple de l'Égypte et de la Grèce où la situation des femmes était fort différente à la même période. Dans le premier pays, le poids dominant de l'agriculture avait conservé un rôle — et donc des droits et des privilèges — important aux femmes, malgré l'existence de castes (les esclaves, hommes ou femmes, n'ont bien sûr aucun droit). Les femmes grecques, en revanche, même lorsqu'elles appartenaient aux couches sociales les plus élevées, s'étaient vu retirer tous droits à la même époque, dès que la société marchande avait pris le pas sur l'agriculture dans l'économie de la péninsule. Kollontai passe ensuite en revue la situation existante dans diverses régions à la veille et aux débuts de l'ère chrétienne, faisant preuve d'une érudition remarquable résultant certainement des recherches qu'elle avait pu effectuer au cours de ses voyages pendant ses dix années d'exil.

Il est intéressant de relever ici deux choses : d'une part l'accent mis par l'auteur sur la notion de transition, ce qui représente un affinement très net de l'analyse marxiste à une époque où peu d'études étaient produites sur ce thème. D'autre part, l'absence de mise en question des assertions de Marx et Engels selon lesquelles l'apparition de la propriété privée avait impliqué un rejet des femmes de la production (cf. l'emploi de formules à l'emporte-pièce du type : « *Pour des milliers d'années, elles furent reléguées entre les quatre murs de leur foyer, exclues de tout travail productif.* »). Kollontai n'établit donc pas de distinction entre la situation des femmes des couches les plus exploitées qui n'ont jamais cessé de participer au travail productif — surtout à la campagne — et celle des femmes des couches supérieures dont l'enfermement s'accompagnait d'une oisiveté plus ou moins grande selon leur statut social, dans le cadre des sociétés de classes précapitalistes. Cela peut paraître d'autant plus étonnant que, dans ce même exposé, elle relève avec minutie les différences de droit existant entre les unes et les autres selon les classes. Mais l'explication de cette affirmation erronée tient dans sa volonté de démontrer à tout prix que le statut des femmes dans la société est à mettre en relation, avant toute chose et de manière quasi exclusive, avec leur rôle dans l'économie. Au lieu de mettre l'accent sur la tendance dominante à l'enfermement des femmes, à leur perte d'indépendance sur le plan économique, liée à l'apparition de la famille monogamique (ce qui n'exclut nullement une participation de leur part au travail productif), Kollontai tombe dans le piège du schématisme.

(12) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 31 et 33.

Le Moyen Age, période de transition par excellence

Pourtant, elle corrige cette appréciation au cours des deux leçons suivantes dans lesquelles elle aborde la situation des femmes au Moyen Age, (période de transition par excellence, couvrant près de dix siècles), où le seul critère de la participation des femmes à la production est incapable de rendre compte de leurs droits ou de leur oppression. Le rôle joué par la châtelaine au temps des guerres entre fiefs, dans le cadre d'une économie autarcique, était certes relativement important puisqu'elle remplaçait souvent le maître absent vis-à-vis de ses sujets. Elle décidait des mesures à prendre et représentait une autorité sur le plan médical et culturel, connaissant le pouvoir des plantes et sachant soigner les malades. Elle avait parfois le droit d'hériter. Mais en tant qu'individu, elle était à la merci de son époux qui avait droit de mort sur elle lorsqu'elle était accusée d'adultère. Certes, du X^e au XIII^e siècle, les femmes de la noblesse avaient souvent eu un niveau d'éducation assez élevé grâce à l'enseignement qui leur était prodigué dans les cloîtres. Mais cela correspond à une période où les chevaliers, toujours en guerre, étaient la plupart du temps analphabètes. Il était donc logique qu'un certain nombre de privilèges reviennent à leurs femmes (13). Ainsi s'explique le nombre important de femmes célèbres à cette époque, écrivains ou philosophes, médecins ou personnalités politiques (et Kollontai évoque les hauts faits d'une série d'entre elles — abesses ou femmes de la haute noblesse — dont la renommée s'étendait bien au-delà de leur pays d'origine). Ce qui n'empêchait pas un écrivain populaire comme Barberino, au XIV^e siècle en Italie, d'écrire « *que les jeunes femmes devraient se conduire avec dignité, c'est-à-dire rester à la maison et aider leur mère dans le travail domestique* ». Barberino était même d'avis qu'elles pouvaient s'épargner la peine d'apprendre à lire et à écrire. Et dans son livre, *les Règles domestiques*, le pape russe Silvester donnait des conseils analogues (14). Quoi qu'il en soit, dit Kollontai, les femmes renommées pour le rôle qu'elles jouaient, à un titre ou à un autre, dans la société représentaient une exception et non la règle.

« Et c'est pour des raisons économiques que ces femmes avaient

(13) On pouvait constater une situation un peu analogue encore récemment au Québec, jusque dans les années 1950, avant l'introduction de processus technologiques très avancés dans l'industrie forestière, et avant le déplacement massif des populations paysannes vers les villes, où l'éducation de la femme était souvent plus poussée que celle de l'homme vu les besoins de l'économie domestique, car c'est à elle qu'il incombait de tenir les comptes, de savoir lire et écrire, alors que l'homme se consacrait prioritairement à son travail de bûcheron.

(14) et (15) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 50, 54 et 56.

acquis leur éducation. Leur droit à la culture et à la science ne s'explique que par leur rôle dans une économie fermée. (...) Avec la disparition de cette dernière, qui s'appuyait sur une économie d'autosubsistance, on constate que le niveau culturel des femmes des couches supérieures baisse rapidement (15). »

Ce dont Kollontai rend compte dans ce qui précède, c'est donc d'un processus contradictoire : à la fois tendance accrue à la réclusion des femmes nobles dans leurs foyers et maintien d'un certain nombre de libertés — variables selon les régions et les époques — en fonction de la situation économique.

La même chose vaut pour les femmes paysannes, à propos desquelles on ne saurait parler de « droits » dans la mesure où elles étaient, tout comme les hommes de leur classe, à la merci du maître possédant la terre et les serfs qui y étaient attachée.

Pourtant là encore, on ne peut se contenter de noter que la femme paysanne subissait une double oppression. Certes, le maître avait droit de cuissage sur elle (cf. ses prérogatives avant la nuit de noces) et en même temps son mari régnait en seigneur dans la maison, ayant très souvent le droit de la chasser du foyer ou de la vendre sur le marché. Il faut cependant remarquer que, malgré l'introduction de motifs financiers dans le mariage paysan avec l'apparition de la propriété privée, malgré la pratique des viols collectifs perpétrés par les nobles dans les villages, la paysanne de par son rôle dans l'économie, en tant que force de travail déterminante, gardait souvent un certain nombre de prérogatives dans la direction de la communauté. (Kollontai donne l'exemple de la participation des femmes aux assemblées du *mir* dans certaines parties de la Russie, jusqu'à une date très récente, en dépit de leur absence totale de droits sur le plan privé.) Pour ce même motif et vu que la question de sa virginité ne se posait pas dans les mêmes termes que pour les femmes nobles, il faut noter également que la femme paysanne jouissait d'une liberté nettement plus grande dans le choix du mari — l'importance accordée à la « pureté de la race » n'étant pas identique en raison de l'absence d'héritage.

En ce qui concerne les femmes de la bourgeoisie naissante dans les villes, la situation est encore plus complexe. Il faut distinguer d'abord entre les femmes de marchands et les femmes d'artisans ou les femmes artisans.

Les premières n'avaient aucun droit. Soit parce qu'elles ne jouaient aucun rôle sur le plan économique aussi longtemps que le travail de leur mari consistait avant tout dans la revente de produits venant de l'étranger — ce qui nécessitait une mobilité et une autonomie inaccessibles à la femme (la circulation des biens produits dans la ville même ou dans la

région se faisait alors de manière directe sur le marché, sans intermédiaire entre le fabricant et l'acheteur). Soit parce qu'elles jouaient un rôle tout à fait secondaire dans la période ultérieure, consistant uniquement à assurer la bonne marche du travail domestique ou, à la limite, à occuper une place secondaire derrière la caisse de la boutique.

Pour la femme de l'artisan en revanche, la situation était tout autre. Etant donné que le revenu de ce dernier dépendait de la quantité de marchandises produites de ses propres mains, il avait tendance à mettre à contribution le reste de la famille, femme et enfants (lorsqu'il était célibataire, il était en général contraint de prendre un apprenti afin de résister à la concurrence de ceux qui étaient aidés par leur famille). C'est ainsi que les femmes entrèrent dans la profession et qu'on les vit même dominer un certain nombre de corporations entre le XII^e et le XIV^e siècle (celle du tissage, de la dentelle, de la fabrication des bourses, des bas, etc.). On les trouvait également en grand nombre parmi les tenancières de café, les coiffeuses, les lavandières. Cette activité leur procurait des droits que n'avaient pas les femmes des autres couches sociales. Elles pouvaient par exemple hériter de l'atelier de leur mari et bénéficiaient d'une certaine liberté individuelle liée à leur indépendance économique lorsqu'elles étaient veuves ou célibataires. Mais là non plus il ne s'agit pas de mythifier. Car elles n'avaient aucune autonomie dans le cadre de la famille. Déjà la tendance avait été de réglementer en leur défaveur les droits des femmes artisans là où leur travail entraînait en concurrence avec celui des hommes, prenant prétexte de leur maternité. Quant aux célibataires ou aux veuves qui avaient afflué vers les villes pour échapper à la tyrannie du seigneur féodal alors qu'elles n'avaient plus comme « protection » la présence de leur époux, de leur père ou de leur frère morts sur les champs de bataille dans les guerres incessantes, leur sort devint très peu enviable dès que commença à apparaître le chômage avec les premières manufactures. Non seulement celles-ci créaient une concurrence d'abord dans les secteurs de l'artisanat où les femmes étaient les plus nombreuses (textile, etc.), mais elles contribuèrent au rejet des femmes de toutes les corporations. Avec comme seule alternative pour toutes celles qui n'étaient pas mariées : le cloître-manufacture ou la prostitution. Loin d'être une période idyllique où les habitantes des villes auraient joui de toutes sortes de droits, le Moyen Age apparaît donc comme une époque barbare où la femme est considérée comme objet de péché, comme un être inférieur, en butte aux persécutions de l'Eglise. Celle-ci organise une chasse aux sorcières contre toutes celles qui font état de connaissances « incompatibles avec leur sexe » et ne peuvent donc qu'être des instruments du diable. Obligées de vendre leur corps, elles se voient néanmoins pourchassées, condamnées au nom de la double morale.

L'intérêt de ces chapitres réside dans l'analyse très documentée que Kollontai fait de cette période qu'elle a visiblement étudiée avec attention. Sa démonstration, émaillée d'exemples précis, révèle des connaissances étonnantes des populations et de la littérature européenne. Mais encore une fois, elle ne met l'accent dans sa conclusion que sur les éléments économiques déterminant l'absence de droits des femmes.

« Bien que beaucoup de femmes subvenaient à leurs besoins, la grande majorité après comme avant était opprimée, dépendante de l'homme et responsable uniquement du ménage. Ces femmes accomplissaient un travail d'importance secondaire pour l'économie. Il était donc normal que les femmes artisans et les membres féminins des guildes ne soient pas à tous égards les égales de leurs maris ou de leurs frères. Ces femmes ne pouvaient obtenir une égalité de droits en tant que membres de la société aussi longtemps que la majorité des femmes — ou du moins une partie significative d'entre elles — ne produisait pas de marchandises et n'accomplissait pas un travail utile à l'ensemble de la population (16). »

Kollontai ne cherche cependant pas à analyser de plus près le processus d'enfermement dans la famille, négligeant par là-même l'un des facteurs déterminants de la situation contradictoire dans laquelle se trouveront les femmes avec le développement du capitalisme (17).

« Les effets du développement capitaliste »

L'objet de sa cinquième leçon est de montrer comment la situation des femmes des couches les plus pauvres évolue au cours de la période marquée par le développement de la société marchande, jusqu'à l'avènement du capitalisme. A nouveau, Kollontai met l'accent sur la notion de transition.

« Le capitalisme n'est pas apparu d'un coup dans la forme que nous lui connaissons aujourd'hui (...) mais il a commencé par un processus de concentration aussi bien dans le commerce (le capital marchand était alors la source de profit la plus rentable) que dans le système de manufactures (18). »

Et elle insiste sur l'inégalité de développement de ce processus selon

(16) et (18) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 67 et 75.

(17) cf. A. Artous, article dans ce même numéro.

les divers pays, indiquant que la lutte entre le féodalisme et le capitalisme impliquant l'élimination de l'économie d'auto-subsistance était pratiquement achevée en Italie à la fin du XII^e siècle, alors qu'elle se poursuivait jusqu'au XVII^e siècle en Allemagne et jusqu'au XVIII^e en Russie. Alors que le système des manufactures introduisait une possibilité d'augmentation de la productivité sans précédent par rapport au travail de l'artisan, elle montre comment les patrons intéressés à employer une force de travail coûtant le moins cher possible ont tout naturellement engagé des femmes sans qualifications. Comment ils les surexploitaient, les contraignant à des journées de quatorze à dix-huit heures pour rentabiliser les machines et comment les « maisons de Dieu » — dont beaucoup fermèrent leur portes avec le début des manufactures — furent un réservoir précieux pour la force de travail dont ils avaient besoin. En même temps, Kollontai montre comment le travail à domicile qui s'était généralisé à partir du XV^e siècle représentait une forme de transition vers le travail salarié des prolétaires. Elle montre comment ce travail, effectué la plupart du temps pour des salaires de misère par des femmes qui y consacraient elles aussi quatorze à quinze heures par jour, leur apparaissait pourtant comme infiniment préférable au travail en manufacture. Celui-ci était considéré comme une forme de prostitution. Non pas que les femmes travaillant à domicile aient eu plus de droits que leurs sœurs de misères, (elles avaient au contraire perdu les quelques éléments de considération dont bénéficiaient les femmes artisans) mais parce que l'image même de la femme à laquelle toute leur éducation les renvoyait leur faisait considérer avec horreur la nécessité du travail à l'extérieur du foyer. Pourtant « *la manufacture est née du travail à domicile et n'était rien d'autre en vérité que le rassemblement sous un même toit de travailleurs (euses) à domicile jusque là dispersés* (19) ». Une fois de plus, cependant, Kollontai n'ac-

(19) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, page 92. A ce propos, on peut constater que les caractéristiques du travail à domicile tel qu'il apparaissait aux XV^e-XVII^e siècles restent absolument semblables au XX^e siècle dans les régions où il a perduré (cf. notamment le Sud de l'Italie et les observations faites dans de nombreuses études récentes, entre autres dans la revue syndicale de la CGIL italienne — *Rassegna sindacale* n°54-55, mai 1975 — ou dans le livre de M.-A. Macciocchi — *Lettere de l'intérieur du parti*, éditions Maspero, 1970 — où elle décrit les mécanismes de ce travail, son assimilation par les femmes au travail domestique, etc.). Il est intéressant de constater que, en 1976, pour la première fois dans l'histoire, des travailleuses à domicile ayant perdu leur emploi ont rejoint des comités de chômeurs à Naples, suivies par des ménagères qui n'avaient jamais eu d'emploi, dans une compréhension commune de ce que leur situation respective était le résultat d'une politique délibérée du capitalisme et de leur absence totale de formation.

corde que peu d'attention aux fondements de ces résistances chez des ouvrières à domicile qui n'avaient pourtant pas grand chose à perdre. Elle indique dans le même chapitre qu'au sein de la bourgeoisie et de la noblesse, un certain nombre de femmes avaient saisi à cette époque la perche que leur tendaient les thèses sous-jacentes au protestantisme pour revendiquer des droits en tant qu'individu et s'imposer sur le plan de la culture, de la science ou de la théologie. Mais elle ne s'interroge pas sur l'articulation entre le travail salarié et le travail domestique pour les unes, entre activités intellectuelles et famille pour les autres. Si ce n'est pour affirmer que « *durant la période des manufactures, seule une minorité de femmes travaillait à la production. La femme qui était contrainte de vendre sa force de travail et qui était prise dans les griffes du capital n'était pas encore un phénomène typique. Ces femmes ne cessaient jamais d'espérer qu'elles pourraient un jour retourner à une vie normale et s'occuper de la maison ou de la ferme, de manière traditionnelle* (20) ».

L'explication de cette aspiration réside en partie dans les bas salaires dus à l'absence de qualification et dans les conditions de travail au sein des manufactures telles qu'elles ont été maintes fois décrites. Mais ne réside-t-elle pas aussi dans le fait que le salaire de la femme était considéré comme un salaire d'appoint ? Même dans les périodes de surexploitation comme on en connut vers les années 1840 en Grande-Bretagne, où les salaires des femmes et des enfants étaient indispensables à la survie de la famille, la plupart des travailleurs continuaient à considérer le travail des femmes comme un fléau. Cela, Kollontai l'affirme dans son sixième exposé spécifiant que les ouvriers n'avaient accepté que très tardivement de reconnaître le travail des femmes comme un élément irréversible du développement capitaliste. Elle signale en passant que « *les organisations qui auraient dû précisément défendre les intérêts de l'ensemble du prolétariat refusèrent le plus souvent d'admettre les femmes dans leurs rangs* (21) ». Mais c'est pour ajouter aussitôt qu'avec l'accroissement des femmes dans la production, les choses changèrent radicalement :

« Le travail domestique prit une place secondaire et le travail des femmes, après qu'on lui avait si longtemps accordé un caractère accidentel, devint une règle, une condition normale et nécessaire. (...) Cette reconnaissance contraignit la classe ouvrière, avec le temps, à réviser la position qu'elle avait adoptée jusque là vis-à-vis des femmes ; elle finit par les reconnaître comme camarades et comme membres à part entière dans ses organisations de combat (22). »

(20) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 94.

(21), (22), (23) et (24) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 104, 105 et 107.

S'appuyant sur les chiffres qui montrent, dans tous les pays capitalistes, une croissance significative du pourcentage de femmes salariées (39 % de femmes actives sur la totalité de la population féminine en France en 1906, 23 % des femmes participant à la production en Allemagne en 1907, etc.), Kollontai en déduit :

« Au stade supérieur de développement du capitalisme, la femme n'est donc plus un simple appendice de l'homme. Elle a cessé de se occuper que du travail domestique improductif et c'est pourquoi la fin des jours de son esclavage ancestral est à l'horizon (23). »

Arguant également du fait que près de la moitié des femmes qui travaillent dans les pays capitalistes sont mariées, l'auteur ajoute :

« La maternité et la profession, c'est-à-dire la participation des femmes au travail productif, sont en fait totalement inconciliables dans le système capitaliste. La famille du producteur se dissout, les enfants sont laissés à eux-mêmes et le foyer négligé (24). »

Constatant que les conséquences du travail productif sont déplorables pour la santé de la femme et entraînent une double tâche pour elle — le ménage s'ajoutant à son travail salarié — elle table sur le fait que les besoins des familles de travailleurs se développent dès qu'elles ont franchi le seuil de la pauvreté : ce qui se traduit par des exigences accrues de leur part sur le plan social. Et Kollontai de conclure superbement :

« Un retour en arrière n'est plus possible. (...) Et qu'est-ce que la femme peut bien avoir à chercher dans la famille, quand une grande partie de ses fonctions traditionnelles sont depuis longtemps prises en charge par des institutions extérieures à cette même famille (25) ? »

La preuve ultime de cette évolution, elle la voit dans le bouleversement de la division traditionnelle du travail. Tout en reconnaissant que la plupart des femmes sont actives dans des branches qui ne requièrent aucune qualification (textile, tabac, industrie chimique, commerce), elle ajoute :

« Il est cependant significatif qu'avec la transformation de ces secteurs à travers la mécanisation du travail (laveries électrifiées ou à vapeur, fabriques de confection, etc.), la main-d'œuvre féminine soit

(25) et (26) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 109 et 110.

supplantee par des collègues masculins, y compris dans ces professions typiquement féminines. Les forces de travail sont redistribuées. Les hommes infiltrent des secteurs traditionnellement féminins et les femmes entrent dans des professions qui avaient toujours été considérées comme des professions masculines. Cette redistribution a une seule et même cause : la mécanisation de la production. (...) Celle-ci conduit à une égalité de situation entre hommes et femmes, ce qui amène à la reconnaissance de l'égalité sociale de la femme et de l'homme. (...) La femme a appris à considérer son travail comme nécessaire (26). »

Ces citations rendent bien compte de la façon dont Kollontaï surestime le processus de prolétarianisation des femmes. Non seulement dans ses rythmes, mais surtout du point de vue de la prise de conscience qu'il entraînerait chez les hommes et les femmes de la classe ouvrière quant à la mise en question de la famille. Les événements qui ont suivi, aussi bien en URSS que dans les pays capitalistes avancés, sont là pour infirmer ses dires. Si l'on tient compte du fait qu'elle tient ces propos en 1921, on ne peut que se poser un certain nombre de questions.

Certes, la prolétarianisation des femmes s'était accélérée — surtout durant la Première Guerre mondiale — mais on pouvait constater parallèlement une stabilisation de la structure familiale. Il est parfaitement compréhensible que Marx et Engels, impressionnés par les conditions de vie du prolétariat des années 1840-1870, aient spéculé sur la dissolution prochaine de la famille (cf. les journées de travail de quinze heures et plus, la faim, la mortalité infantile, l'espérance moyenne de vie dépassant à peine 30 à 35 ans chez les travailleurs, les conditions d'habitation avec huit à dix personnes dans une même pièce, etc.). Les assertions de Kollontaï relèvent plus en revanche de la profession de foi que d'autre chose.

Au seuil de l'égalité

C'est pourtant une idée-force que l'on retrouve tout au long de la fin de son cours. En particulier dans les trois leçons suivantes (7, 8, 9) où elle traite entre autres des premiers mouvements de femmes, des positions adoptées par les suffragettes, de la bataille à mener contre elles et du rôle joué par les femmes dans l'économie durant la Première Guerre mondiale. Elle affirme à plusieurs reprises « *que la femme ne sera jamais à même, dans le système capitaliste, d'imposer sa libération totale ni d'obtenir une pleine égalité de droits face à l'homme, et ceci indépendamment du fait qu'elle participe ou non à la production (27)* ». Plus, sa situation em-

(27) et (28), Alexandra Kollontaï, *op. cit.*, p. 112, 157 et 165.



A. Kollontai

Oslo, 1927

pire comme on a pu le voir au cours de la Première Guerre mondiale puisque « *sous la domination du capital, ce n'est pas le travail salarié qui compte et que seul le travail de « l'organisateur » est jugé digne d'attention (...) Le problème du travail des femmes ne pourra pas être résolu aussi longtemps que règnera le spectre du chômage* (28) ». Ce qui ressort de ces pages néanmoins, ce ne sont pas ces mises en garde qui ponctuent son exposé, comme si elle craignait de s'être laissé entraîner trop loin dans son enthousiasme, mais c'est bel et bien l'affirmation que, capitalisme ou pas, on est arrivé à un point de rupture dans le développement des forces productives excluant tout retour en arrière. Aux féministes qui réclament le « droit au travail », elle rétorque ironiquement :

« Cette revendication, bien avant que les féministes ne la formulent, elle a été réalisée par des millions de femmes depuis longtemps. (...) Les femmes pauvres de la plus basse condition luttait pour ce droit alors que les bourgeoises considéraient encore comme une honte de devoir travailler (29). »

Ce qu'elle ne se demande pas ici (et nous y reviendrons dans le point relatif à son analyse de la division du travail), c'est quel type de travail les femmes ont obtenu et comment elles concilient cela avec leurs tâches domestiques. Son optimisme à propos du processus de redistribution des tâches entre hommes et femmes au sein de la production, de même qu'à propos de la prise en charge des besoins sociaux de la famille par des institutions extérieures à celle-ci, et ceci dans le cadre du système capitaliste lui-même, traduisent une vision idéaliste sur l'évolution de la place des femmes dans la société. Très souvent, elle tombe dans le quantitativisme, notamment lorsqu'elle affirme que l'absence du droit de vote des femmes « *est bien sûr intenable à terme* » vu les millions de femmes gagnant leur vie sans avoir la possibilité de défendre leurs droits face à l'Etat (30).

Il faut tout de même souligner que le volontarisme dont Kollontaï fait preuve s'inscrit de manière plus générale dans la vision de la période qu'avaient les bolcheviks jusqu'en 1920. Tant les textes du I^{er} que du II^e

(29) Alexandra Kollontaï, *op. cit.*, p. 135.

(30) On sait que si les femmes ont obtenu le droit de vote au lendemain de la Première Guerre mondiale dans des pays comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les USA, ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale qu'elles l'ont obtenu dans un pays comme la France où le taux de femmes actives était pourtant très élevé dès le début du siècle, sans parler des femmes suisses qui ne l'ont obtenu qu'en 1970 au niveau national et se le sont vu refuser encore récemment sur le plan local par un vote populaire dans certains cantons...

Congrès de l'Internationale communiste se fondent sur l'appréciation que l'humanité vient d'entrer dans une période de crises, de guerres et de révolutions, que le capitalisme tombe en ruines et que la mise sur pied des soviets est à l'ordre du jour au niveau international. Une vision gauchiste donc, tablant sur l'idée « *que la lutte pour le pouvoir est devenue, en permanence, et de manière irréversible, une donnée immédiate de la lutte de classes* (31). »

La rectification s'amorcera dans les premiers mois de 1921, avec l'introduction en URSS de la NEP lors du X^e Congrès du PC(b) (mars 1921) et avec les thèses du III^e Congrès (juin 1921).

Cette décision tient compte de l'échec des grandes grèves en France, en Angleterre et en Italie, et surtout de la défaite allemande en mars 1921 parallèlement à l'échec de l'Armée rouge devant Varsovie. La compréhension que la révolution s'installe dans la durée, et qu'à la contre-offensive de la bourgeoisie il faut opposer la tactique de front unique ouvrier commence à être assimilée dans les rangs bolcheviks au moment où Kollontaï fait ses exposés à l'université Sverdlov. Mais n'oublions pas que celle-ci, à la tête de l'Opposition ouvrière s'était précisément déclarée contre la mesure de retraite que représentait l'introduction de la NEP. Faisant état de la situation internationale et de l'affaiblissement de l'avant-garde prolétarienne en URSS (32), la majorité de la direction bolchevique avait réussi, malgré l'opposition de nombreux dirigeants syndicaux, à faire passer lors du X^e Congrès du PC(b) sa position préconisant la réintroduction d'un certain nombre de mesures en contradiction avec les principes adoptés jusque là (suppression des mesures de réquisition remplacées par un impôt progressif en nature, rétablissement de la liberté du commerce et réapparition d'un marché, retour à l'économie monétaire, tolérance d'une industrie privée moyenne et petite et appel, sous contrôle de l'Etat, à des investissements étrangers) (33). Au nom de la démocratie et

(31) Cf. Daniel Bensaid, *la Révolution et le Pouvoir*, éditions Stock, chapitre sur « l'Héritage inachevé de la III^e Internationale », p. 299-328.

(32) Cf. Pierre Broué, *le Parti bolchevik*, chapitre VII « la Crise de 1921 », p. 149-168.

(33) « *Il s'est créé un équilibre extrêmement précaire, extrêmement instable, il est vrai, qui permet à la République socialiste d'exister, mais certainement pour peu de temps, dans l'encercllement capitaliste* » dit Lénine en juillet 1921 au cours du III^e Congrès de l'I.C. Et Trotsky affirme dans *l'Internationale communiste après Lénine* : « *Le passage du communisme de guerre à l'économie socialiste n'aurait pu se faire sans de grandes retraites que si la révolution prolétarienne s'était immédiatement étendue aux pays avancés.* » (p. 44.)

du rôle que les travailleurs devaient jouer dans le contrôle de l'économie, Kollontaï et son groupe s'étaient opposés à la politique proposée, tant en ce qui concerne les syndicats, leur rôle et leurs liens avec le parti, qu'en ce qui concerne l'orientation économique. S'il est évident, *a posteriori*, que dans sa critique sur la bureaucratisation de l'appareil et son analyse du danger de la soumission absolue des syndicats au parti, l'Opposition ouvrière touchait du doigt une réalité qui devait être reconnue par plusieurs dirigeants bolcheviks — Lénine et Trotsky en tête — dès 1922, il n'en reste pas moins que les propositions émanant de la plate-forme de l'Opposition ouvrière rédigée en janvier 1921 négligent la gravité de la situation objective déjà évoquée (34). Ce qui amène Kollontaï, dans ses cours de l'université Sverdlov, à faire en juin 1921 des pronostics que n'auraient certes pas appuyés les économistes bolcheviks :

« Les tendances du développement économique sont telles qu'on ne saurait, à première vue, compter avec une force de travail excédentaire. L'humanité est encore loin d'un état d'abondance. (...) Et aussi longtemps que le besoin en force de travail augmente, la demande de main d'œuvre féminine ne fera qu'augmenter. (...) Au XX^e siècle, le travail des femmes en est arrivé à représenter une partie importante de la production et il n'y a aucun argument convaincant susceptible d'expliquer pourquoi il faudrait tabler avec la disparition des facteurs qui ont déclenché la croissance du travail féminin (35). »

Persistant dans les prévisions qui avaient été celles du mouvement révolutionnaire dans la période précédente, elle affirme que le capitalisme a atteint son point de rupture et que la victoire de la révolution socialiste en Russie l'a ébranlé définitivement. Cette surestimation des rythmes de développement de la crise capitaliste s'accompagne, dans l'Opposition ouvrière et chez Kollontaï, d'une sous-estimation des difficultés que va rencontrer le prolétariat russe à poursuivre et à parachever le processus enclenché avec la prise du pouvoir. Témoin la façon dont est appréhendé le phénomène de la bureaucratie dans la plate-forme de l'Opposition ouvrière : de manière très subjective, comme l'expression de la présence croissante d'individus étrangers aux buts du communisme dans l'appareil gouvernemental, et non comme le résultat d'un certain nombre de facteurs objectifs entraînant ce type de déformation (la pénurie, la faim, la disparition d'une grande partie des cadres révolutionnaires, l'arriération

(34) Cf. Alexandra Kollontaï, *l'Opposition ouvrière*, éd. Seuil, 1974, texte de la brochure rédigée par Kollontaï sur l'Opposition ouvrière (janvier 1921), p. 43 à 93, et texte de la plate-forme de l'Opposition ouvrière pour le X^e Congrès, p. 97 à 106.

culturelle et politique de la paysannerie, etc.). Un telle situation, loin de permettre en URSS le processus de redistribution des tâches au sein de la production que Kollontai croit déjà voir s'amorcer sous le capitalisme, ne peut que perpétuer la division sociale du travail et le renforcement de la bureaucratie (36).

Il est important de souligner ce point car il révèle une carence plus générale chez Kollontai : le peu d'importance qu'elle accorde, dans son analyse de l'oppression des femmes, à la question de la division sociale du travail et à la façon dont elle se combine pour les femmes avec leur entrée massive dans la production. Est-ce la conséquence de l'appréhension qu'elle a du rôle des femmes dans la société ? C'est possible. Celle-ci est en tout cas plus qu'ambiguë du moins pour les militantes féministes de la fin du XX^e siècle que nous sommes. D'une part, elle ne cesse tout au long du livre d'insister sur l'importance du rôle économique des femmes pour leur reconnaissance comme individu à part entière de la société. Mais d'autre part, elle met à maintes reprises l'accent sur les différences biologiques entre les sexes et sur le rôle social fondamental de la femme comme mère et éducatrice. « *Seule une femme libre et consciente peut être une bonne mère, capable d'enseigner à ses enfants leurs devoirs en tant que citoyens et un réel amour de la liberté* (37) », dit-elle. Comme si l'éducation des enfants incombait nécessairement et exclusivement à la femme, étant entendu qu'il faut revendiquer la socialisation d'un certain nombre de tâches afin de décharger cette dernière. Point d'interrogation par conséquent sur la division des tâches au sein de la famille — qu'il existe ou non des crèches en nombre suffisant — et sur les implications que cela peut avoir pour la disponibilité de la femme, sa formation professionnelle, son accès à des postes de responsabilité. Elle ne se demande pas non plus pourquoi les syndicats ont tant résisté à intégrer les femmes dans leurs rangs. Elle indique pourtant : « *Chaque fois que les travailleuses ont pénétré dans un nouveau secteur de la production, elles ont eu de grosses difficultés à obtenir de la part de leurs frères de classe un comportement de camarades* (38). » Elle précise que, dans beaucoup de cas, les femmes ont

(35) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 142.

(36) « *La source dernière de la bureaucratisation réside dans la division sociale du travail, c'est-à-dire dans le manque de connaissances, de compétences, d'initiatives, de culture et d'activité sociale de la part des travailleurs* » dit Mandel dans l'introduction à l'anthologie *Contrôle ouvrier, Conseils ouvriers, Autogestion*, parue chez Maspero en 1970 (p. 35). Cf. également le document sur « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat », paru dans *Inprecor* n°7 et l'article sur le livre de Rudolph Bahro — théoricien marxiste de la RDA — paru dans *Inprecor* n°13 où Mandel aborde entre autres cette question.

(37), (38) et (39) Alexandra Kollontai *op. cit.*, p. 133, 141 et 142.

été contraintes de former leurs propres syndicats devant le refus des hommes de les admettre parmi eux. Mais le fondement de tout cela, selon elle, c'est une cause objective : l'absence de qualification des femmes dont les patrons se servaient effectivement pour casser les salaires. La réaction des hommes qui cherchaient à protéger leurs acquis est donc facilement compréhensible.

De manière générale, elle fait preuve d'un optimisme sans pareil sur l'évolution des syndicats. Sans parler de l'avant-garde de la classe ouvrière — les socialistes —, qui depuis le début avaient compris l'importance de la lutte pour la libération des femmes, il lui semble que, dans leur ensemble, « *les travailleurs syndiqués s'efforcent maintenant de gagner les femmes à leur organisation* (39) ». Non seulement les organisations ouvrières, mais les partis politiques socialistes ont intégré la revendication sur le droit au salaire égal. En réponse aux questions posées par les utopistes sur le problème de l'oppression au sein de la famille, sur la double morale, etc., les marxistes, grâce à Marx et à Engels, disposent maintenant d'une théorie scientifique montrant « *que l'extension du travail des femmes et l'exploitation de ce dernier par le capital sont un produit du processus de concentration dans le système de production capitaliste* (40) » et que c'est à ce niveau que la bataille doit être menée en premier lieu. Ce que la 1^{re} Internationale a compris dès le départ : « *Elle a reconnu que le travail des femmes était inévitable et elle a défendu la situation des femmes en tant que mères en exigeant une réforme des lois qui devaient permettre de protéger sa force de travail et sa santé.* » Cette manière unilatérale de présenter les choses (41) est peut-être fondée par la volonté de Kollontai de ne pas attaquer frontalement les organisations ouvrières pour leur attitude souvent réactionnaire, dans le cadre de ces exposés, pour les raisons déjà indiquées dans l'introduction de cet article (elle ne s'était pas gênée pour le faire à plusieurs reprises dans des écrits antérieurs (42)).

(40) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 144.

(41) Cf. notre article sur les positions du mouvement ouvrier dans les I^e, II^e et III^e Internationales dans ce même numéro.

(42) Notamment dans *la Nouvelle Morale et la Classe ouvrière* (cf. Alexandra Kollontai *Marxisme et Révolution sexuelle, op. cit.*, page 169) où elle fait la critique de la façon dont les socialistes renvoient la solution des problèmes sexuels à un autre type de société. Ou, dans son introduction à la brochure *Les femmes travailleuses luttent pour leurs droits* — réimpression en 1918 d'un certain nombre d'articles rédigés avant la guerre —, où elle dit combien la bataille a été difficile dans le Parti bolchevik lui-même, puisqu'elle s'est longtemps heurtée à une opposition déclarée face à sa demande que soit pris en charge un travail d'agitation et de propagande parmi les ouvrières. Elle y souligne aussi l'absence

Mais elle est certainement aussi liée à l'estimation qu'elle fait de la croissance générale du pourcentage des femmes dans les syndicats et dans les partis ouvriers, où « une série d'entre elles, à travers leur pratique et leurs travaux théoriques, sont devenues des modèles de la révolution socialiste. (...) Plus le mouvement ouvrier révolutionnaire se renforce, plus il élève ses objectifs, et plus le mouvement des femmes s'intégrera à lui, plus il lui sera facile dans la période de dictature du prolétariat de venir à bout de ce nœud gordien qu'on appelle la « question femmes » à propos de laquelle la société bourgeoise a si lamentablement échoué (43) ».

Il est évident que son optimisme sur la marche triomphale de la révolution socialiste et sur la solution que celle-ci apportera à l'oppression spécifique des femmes s'appuie ici sur la sous-estimation d'une série de facteurs subjectifs. D'abord et avant toute chose, elle sous-estime les difficultés que rencontrait déjà à ce moment-là la classe ouvrière des pays capitalistes avancés à résister aux attaques de la bourgeoisie après avoir subi une série de défaites sur le plan des luttes. Ensuite — et ceci ne dépend pas uniquement de cela — elle sous-estime les résistances du mouvement ouvrier à considérer que la lutte pour la libération des femmes devait être partie intégrante de la bataille qu'il menait pour le renversement de l'Etat bourgeois. Au point que, lorsqu'elle tente de déceler les causes de la difficulté des femmes à s'engager activement dans la lutte, elle mentionne d'abord le problème de leur arriération politique (44). Lorsqu'elle essaie de comprendre les facteurs qui sont à l'origine de certains retours en arrière (notamment le renvoi des femmes dans leurs foyers après la Première Guerre mondiale), elle évoque essentiellement la volonté patronale de ne pas s'affronter au mouvement ouvrier en pleine période de montée révolutionnaire, même si en d'autres temps, les patrons auraient certainement préféré conserver un main-d'œuvre féminine flexible et corvéable à merci. Ce qu'elle n'explique pas, c'est pourquoi le mouvement ouvrier n'a pas opposé de résistance au renvoi des femmes à la maison. Pourquoi la majorité des travailleurs considéraient comme normal que les postes de travail disponibles leur reviennent de droit. Pourquoi nombre de femmes continuaient, elles aussi, à considérer leurs tâches domestiques comme prioritaires.

Ceci nous ramène à son absence d'analyse sérieuse de la division

de matériel de propagande qui l'oblige à republier des textes vieilliss (cf. *Women workers struggle for their rights* — n'existe pas en français à notre connaissance — publié en brochure par Falling Wall Press 1971 et 1973).

(43) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 146 et 148.

(44) *Women workers struggle for their rights*, *op. cit.*, p. 12.

sociale du travail et de la division des tâches dans la famille, découlant du statut attribué aux femmes dans la société capitaliste. Dans tout le passage consacré à l'étude de la situation des femmes travailleuses durant la Première Guerre mondiale — alors qu'elles représentaient la majorité de la main-d'œuvre, y compris dans des secteurs traditionnellement masculins — elle n'aborde jamais vraiment la question du travail domestique, bien qu'elle décrive en détail la surexploitation que subissaient les femmes (travail à l'accord, salaires de misère — un tiers des salaires masculins très souvent —, journées de douze à quinze heures, mortalité infantile extrêmement élevée due aux conditions de travail déplorables, queues de ravitaillement sans fin, sous-alimentation, etc.). Tout cela, elle le met bien entendu sur le compte de l'absence de qualification des femmes, sur leur faible degré d'organisation qui ne les avait pas préparées à se défendre, mais elle ne cherche pas à expliquer les fondements de cet état de fait. Sans quoi, aurait-elle pu revenir aussi souvent dans ces exposés sur le fait que « *le travail de la femme devient de plus en plus superflu pour la famille, aussi bien d'un point de vue économique au niveau national, que du point de vue de la famille elle-même* (45) » ? Certes, elle reconnaît que la situation des femmes ne pouvait pas être modifiée fondamentalement dans le cadre du système capitaliste, mais elle fait preuve de confiance dans les lendemains qui chantent, « *dans la capacité du prolétariat à résoudre ces difficultés* » dès lors que le système économique, social et politique sera modifié. « *Même ceux des hommes qui sont bien intentionnés vis-à-vis des femmes ne pourront pas grand chose pour apporter une solution à leur oppression aussi longtemps que la puissance du capital n'aura pas été brisée* (46) », affirme-t-elle après n'avoir qu'à peine abordé la question de l'organisation des femmes et de ce qu'elles pouvaient, elles, entreprendre dans l'immédiat pour commencer à briser leurs chaînes.

Division sociale du travail et division des tâches

Dans les cinq dernières leçons (10 à 14), où cette vision est confirmée, Kollontai pose le problème de la période de transition. Ces exposés ont pour but d'aborder avec les camarades qui l'écoutent des questions aussi importantes que la socialisation des tâches domestiques, les mesures de protection vis-à-vis de la femme au travail, vis-à-vis des mères, ainsi que les transformations nécessaires dans la vie quotidienne pour avancer dans la voie du socialisme et de l'élimination de toutes les inégalités. Nous n'insisterons pas ici sur tout ce qui ressort de positif dans les propositions qu'elle met en avant puisqu'elles sont largement exposées dans les deux

(45) et (46) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 126 et 167.

leçons 12 et 13 contenues dans l'anthologie de textes présentés par Judith Stora-Sandor (47) et que cela correspond à la politique des bolcheviks telle qu'elle est exposée par ailleurs dans ce numéro. En revanche, il nous semble important de montrer en quoi les lacunes de l'analyse de Kollontaï sur la situation des femmes dans le système capitaliste réapparaissent, amplifiées, dans sa manière d'aborder les tâches du parti révolutionnaire au lendemain de la prise du pouvoir. Ses erreurs, déjà soulignées, sur la question des rythmes de développement du socialisme l'amènent par exemple à présenter la progression de la participation des femmes à la production de manière optimiste et assez unilatérale. Elle souligne que le pourcentage des ouvrières dans l'industrie a augmenté, il est passé de 32 % à 40 % de 1914 à 1918, et que le nombre de femmes est supérieur à celui des hommes dans six secteurs de l'industrie, donnant par comparaison le taux de femmes actives au tournant du siècle : 8 %. Mais elle ne dit pas que parmi celles qui travaillent en 1921 (environ 30 % de la population active) près de 90 % sont des paysannes. Or elle dit par ailleurs : « *La situation des paysannes n'a pas changé pour l'essentiel, car l'économie domestique continue à dominer dans la population agricole.* » L'image qu'elle donne de la situation des travailleuses en URSS est donc faussée puisque la plupart des exemples positifs de changement évoqués sont relatifs à la population urbaine.

De même, lorsqu'elle affirme que le salaire moyen est quasiment égal entre hommes et femmes dans la région de Moscou, elle ne précise pas que ces chiffres ne portent que sur des secteurs typiquement féminins et ne rendent pas compte des inégalités dues à la faible présence des femmes dans les secteurs bien payés. Ce qui ne contribue pas à mettre l'accent sur la bataille à mener pour leur qualification et leur participation à tous les secteurs de l'économie (on a déjà vu qu'elle avait là-dessus des vues assez éloignées de la réalité). Ses assertions réitérées sur la famille, « *qui ne peut plus exister dans sa forme actuelle lorsqu'elle cesse d'être une unité économique de la société capitaliste* », expliquent sans doute que, pour elle, le fléau que représente la prostitution soit sur le point de disparaître, et qu'elle traite de manière si sévère les ménagères qui continuent à se faire entretenir par leur mari (elle emploie le terme de « putain » pour qualifier leur attitude). Si elle a raison de souligner que la prostitution est intimement liée à la situation économique des femmes, on comprend mal, en revanche, pourquoi Kollontaï crie déjà victoire, elle qui, durant les trois premières années du régime socialiste — et déjà auparavant — avait mené une bataille centrale sur ce thème, montrant combien l'indépendance économique des femmes est décisive pour éliminer ce phénomène,

(47) Alexandra Kollontaï, *Marxisme et révolution sexuelle*, op. cit., p. 210 à 246.

conséquence typique de la misère des travailleuses en système capitaliste. Alors que la crise économique a atteint une acuité imposant le retour en arrière qu'est la NEP, alors que tous les témoignages de l'époque nous parlent de la famine régnant dans les villes (48), comment imaginer que la prostitution a réellement disparu ? Cette affirmation ne relève-t-elle pas de la même logique volontariste qui fait dire un peu plus loin à Kollontaï : « *Avec la participation des femmes aux deux fronts principaux — celui du travail et celui de l'Armée rouge — les derniers préjugés vis-à-vis des femmes sont tombés.* » Mais c'est surtout à propos de la question de la division des tâches au sein de la famille et de la société que ces derniers exposés s'avèrent carents — rappelons que leur but est d'armer politiquement les ouvrières et les paysannes présentes. Son appréciation de la famille en voie de dissolution l'empêche de voir combien les divisions persistantes, au travail comme dans les tâches domestiques, imposent une lutte décidée et une discussion avec les femmes les plus conscientes pour trouver les meilleurs moyens de s'y attaquer. A cela s'ajoute une conception extrêmement traditionaliste du rôle des femmes sur certains points. Nous avons déjà fait allusion aux passages répétés où elle parle de la femme « *en tant que mère et éducatrice* ». Ce qu'elle dit à propos des objectifs de la République socialiste confirme cette vision ; après avoir évoqué l'augmentation du nombre de communes permettant de décharger la femme d'un certain nombre de tâches, elle ajoute :

« *Mais la réduction du travail improductif de la femme dans l'économie domestique n'est qu'un aspect de la question de l'affranchissement de la femme. Car en définitive, c'est quand même la femme qui est responsable du soin et de l'éducation des enfants. Ce qui la cloue à la maison, l'asservit à sa famille. Le pouvoir des soviets ne protège pas seulement la fonction sociale de la maternité, il soulage aussi la mère en chargeant la société de la responsabilité de l'éducation des enfants.* (49). »

Aucune mise en question des rôles, par conséquent. D'autant qu'elle dit ailleurs que les crèches sont nécessaires pour obtenir une augmentation de la productivité du travail des femmes « *car il est normal que cette der-*

(48) Cf. notamment Victor Serge, *l'An I de la révolution russe*, tome III, qui dit à propos de la situation en 1919, mais plus généralement jusqu'en 1923 : « *La prostitution ne disparut jamais.* » Ce qui est confirmé par les descriptions d'Alfred Rosmer dans *Moscou sous Lénine — II, 1921-1924* et de nombreux autres écrits sur la période.

(49) Alexandra Kollontaï, *op. cit.*, p. 199.

nière soit moins attentive que l'homme dans son travail, lui qui peut dormir la nuit sans être dérangé et qui n'a pas besoin par ailleurs de s'occuper des diverses tâches familiales (50) ». Si l'on hésitait encore sur l'interprétation à donner à ces lignes, ses assertions réitérées sur la nécessité de « protéger l'instinct maternel inné des femmes » et ses reproches aussi véhéments que moralistes vis-à-vis de celles qui refusent d'allaiter leur enfant finiraient de nous éclairer. Ce qui domine, dans tous les passages qui traitent de la protection de la maternité, c'est une approche extrêmement productiviste de la question. Qu'il s'agisse du congé-maternité, de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes (limité à sept heures pour les hommes), de la mise sur pied de crèches, de cantines ou de maisons de repos pour celles qui viennent d'accoucher : tout est justifié au nom de l'augmentation de la productivité.

« C'est un devoir de notre République des soviets de veiller à ce que la force de travail de la femme ne soit pas consommée par un travail improductif dans les tâches domestiques ou dans l'éducation des enfants, mais qu'elle soit consacrée de manière sensée à la production de nouvelles richesses sociales (51). »

Même à propos de l'avortement, ses explications vont dans le même sens et nous laissent un peu interloqués. S'attaquant aux bourgeoises qui avortent « par confort et par égoïsme », elle ajoute que, si l'avortement doit être légalisé, c'est parce qu'il est hypocrite de ne pas reconnaître que des femmes avortent en URSS comme dans tous les pays dans les pires conditions et que « leur recours aux « faiseuses d'anges » détruit la santé de nos femmes, fait qu'au moins pour un temps, elles sont à charge de l'Etat ouvrier dans son ensemble et diminuent le réservoir de main-d'œuvre ». De droit des femmes à avorter, pas un mot.

Sa conception du rôle des femmes est confirmée par sa manière d'aborder le problème des rapports entre parents et enfants (entre mères et enfants de fait) et de l'organisation de la vie dans les communes. Pour elle, les institutions s'occupant des enfants doivent être « sous le contrôle des mères elles-mêmes, car ces dernières doivent participer régulièrement aux activités des jardins d'enfants ». Quant aux travaux de nettoyage des communes, « ils seront réalisés par des femmes de ménage salariées », ce qui rejoint ce qu'elle dit par ailleurs sur « les armées de cuisinières » qui déchargeront les femmes de leurs tâches culinaires sous le communisme

(50) et (51) Alexandra Kollontaï, *op. cit.*, p. 173 et 207.

(52). A propos des habitations collectives, c'est d'ailleurs et à nouveau le réalisme économique qui prime. Pour Kollontai, il ne s'agit pas de rêver comme le faisaient les utopistes, mais de voir que si les gens cherchent à habiter en commune, « *c'est parce qu'on y vit mieux et plus confortablement que dans une maison privée. Les communes obtiennent du bois et de l'électricité en suffisance, dans la plupart d'entre elles, il y a une cuisine communautaire et un bouilleur d'eau chaude, etc.* (53) ». Cette vision productiviste des choses n'est d'ailleurs pas propre à Kollontai, il faut bien le dire. Lorsqu'on étudie de près la plupart des textes de l'époque traitant de l'éducation des enfants, par exemple, on constate la même absence de préoccupation à propos des relations affectives, de la dimension spécifique des rapports collectifs et des implications qu'ils peuvent avoir dans le développement de la personnalité (54). Il faut bien sûr toujours replacer ces appréciations dans leur contexte et comprendre que, même pour une femme comme Kollontai qui avait passablement rêvé avant la révolution à ce que pourraient être les rapports entre individus dans un système différent, les contraintes économiques étaient là pour ramener à la dure réalité. Ce qui nous étonne, ce n'est pas le fait qu'elle insiste autant sur la question de la production dans sa définition des tâches immédiates, c'est le peu de poids qu'elle accorde aux résistances existant face à la nécessité de s'engager dans la lutte de libération des femmes, non seulement dans la classe ouvrière et la paysannerie, mais également au sein du parti ; elle ne fait que mentionner, en passant, dans la dernière partie de ses exposés, que lorsque la commission femmes du comité central proposa au VIII^e Congrès du PC(b) en 1919 une résolution sur l'importance, pour les ouvrières et les paysannes, de pouvoir participer aux conseils dans tous les secteurs de la production, elle se heurta à une opposition très déterminée

(52) Cf. *la Famille, l'Etat et le Communisme*, pamphlet à grande diffusion rédigé en 1918, paru dans *IV^e Internationale* n°6, mars-avril 1973 (inédit) et dont un bref extrait figure également dans l'anthologie de Stora-Sandor, éd. Maspero, 1972.

(53) Alexandra Kollontai, *op. cit.*, p. 197.

(54) Ne pouvant développer ici, je renvoie à l'anthologie de Daniel Lindenbergh *l'Internationale communiste et l'école de classe* dont la IV^e partie reproduit de nombreux textes de la période, dont un extrait de Blonskij — qui n'est certainement pas le plus droitier et le plus productiviste — mais pour lequel seul le travail socialement utile a une valeur formatrice, car lui seul éveille la conscience communiste, étant une contribution au bien-être de la société : « *L'atelier de fabrique et la fabrique, voilà l'école du travail pour la jeunesse.* » (In *Pédagogie socialiste* de Théo Dietrich, éd. Maspero, 1975, qui aborde également cette époque et donne de multiples citations, pages 141-171.)

de la part des délégués ; il fallut l'intervention énergique d'un camarade ayant du poids dans la direction pour que cette résolution soit acceptée (et elle signale aussi que, deux ans plus tard, la participation des femmes à ces organes reste très faible). Ce qui nous étonne aussi, c'est qu'elle accepte un certain type de division des tâches, non seulement à court terme pour des raisons économiques impératives, mais à long terme, semble-t-il. C'est du moins ce qui ressort des conclusions de son cours, dans la quatorzième leçon, où elle traite des perspectives et des tâches qui attendent les militantes présentes. Soulignant que les femmes ont eu tendance jusqu'ici à s'investir dans des tâches proches de leurs préoccupations quotidiennes en tant que mères et ménagères (dans le domaine social, l'éducation, l'organisation des cantines, le secteur de la santé, etc.), elle conclut à une « *division naturelle du travail* » (55) qui selon elle « *ne fractionne pas le prolétariat en deux, selon les sexes, mais qui conduit au contraire à un renforcement des initiatives dans les divers domaines sociaux, tout à fait normal et acceptable* ». Nous comprenons qu'elle dise : « *C'est une donnée, dans la période présente, que les femmes s'appuient spontanément sur leur expérience pour participer au développement de nouvelles formes de vie et d'une modification de la conscience.* » Mais après tout ce qu'elle a affirmé sur la disparition de la famille et sur la réalisation presque acquise de l'égalité entre hommes et femmes, nous comprenons moins qu'elle ajoute :

« Dans la phase actuelle de la dictature du prolétariat, et encore moins qu'avant, les femmes prolétaires ne peuvent s'engager dans une lutte pour les principes abstraits du féminisme, c'est-à-dire pour une égalité abstraite. Une planification sérieuse en Russie soviétique doit au contraire tenir compte des capacités morales et physiques des femmes et distribuer les différentes tâches entre les sexes de manière à ce que le plan soit le mieux à même de servir les intérêts collectifs. (...) L'Etat ouvrier doit donc utiliser la force de travail des femmes de façon à ce qu'elles puissent développer leurs capacités dans les

(55) Dans l'introduction à sa brochure *Les femmes ouvrières luttent pour leurs droits* (cf. note 42), elle montre cependant que cette division du travail n'a rien à voir, pour elle, avec le maintien de la place traditionnelle de la femme dans la famille ni avec le poids du travail domestique puisqu'elle reproche au parti de n'avoir pas compris plus tôt que « *que le travail domestique était en train de disparaître, que la transition vers la prise en charge de l'éducation des enfants par l'Etat était un problème pratique, actuel, immédiat et d'avoir au contraire considéré ces questions comme une tendance historique à long terme* ». La division « naturelle » du travail dont elle parle relève donc bien d'une division déterminée par les différences biologiques !

domaines qui correspondent le mieux à leur expérience, et l'Etat ouvrier ne doit jamais oublier que la femme ne représente précisément pas seulement une main-d'œuvre, mais qu'elle a également une fonction à remplir en tant que mère. »

Qu'en conclure ? Si ce n'est, vu l'absence de toute référence à une bataille ultérieure pour la redistribution des rôles dans la société, dans la famille comme dans la production, que Kollontaï a une conception de la division sociale et sexuelle du travail fort éloignée de celle que nous pouvons développer aujourd'hui ?

Ceci dit, et nous avons déjà insisté là-dessus dans l'article traitant des positions du mouvement ouvrier au cours de la I^e, de la II^e et de la III^e Internationale, les critiques que nous pouvons faire aujourd'hui des carences de ces exposés faits en 1921 ne doivent pas nous faire oublier le contexte dans lequel ils se situent. L'absence de moyens contraceptifs, les faibles connaissances en matière de psychanalyse, le développement embryonnaire de la mécanisation qui rend caduque à l'heure actuelle une série de gestes liés aux tâches domestiques, ce sont là autant d'éléments qui permettent de mieux comprendre les théories développées par Kollontaï et leurs limites. Si nous avons mis l'accent sur ces dernières plus que sur tout l'aspect positif de ses apports sur le thème de la sexualité, c'est parce que cette autre partie de son œuvre est mieux connue et qu'il nous semblait utile, face au développement actuel du mouvement de femmes, de montrer quels sont les éléments de continuité qui nous relient au féminisme des années vingt, mais aussi ce qui peut et doit être dépassé. L'explosion de la crise sociale et la radicalisation des femmes qui s'est affirmée depuis une dizaine d'années ont posé une série de questions nouvelles auxquelles nous avons à répondre. Il n'en reste pas moins que Kollontaï a été une de celles qui a été le plus loin, il y a cinquante ans, dans son appréhension des problèmes liés à la libération des femmes.

Jacqueline Heinen